

Vol. 5, N°19, pp. 84– 115, Septembre 2026
Copy©right 2024 / licensed under CC BY 4.0
Author(s) retain the copyright of this article
ISSN : 1987-1465
DOI : <https://www.doi.org/10.62197/PQYT4458>
Indexation : Copernicus, CrossRef, Mir@bel, Sudoc,
ASCI, Zenodo
Email : RevueKurukanFuga2021@gmail.com
Site : <https://revue-kurukanfuga.net>

*La Revue Africaine des
Lettres, des Sciences
Humaines et Sociales
KURUKAN FUGA*

ÉDUCATION, EMPLOI ET PAUVRETE AU MALI : PERCEPTIONS DES ACTEURS EDUCATIFS DE LA COMMUNE I DE BAMAKO

*M. Mahamadou Lamine Diakité, Université Norbert Zongo à Koudougou (Burkina Faso);
Email: mamadodiakite7@gmail.com

**Dr. Raoul Porna Koné, Université Yambo Ouologuem de Bamako (Mali)
Email : raoulpornakone@gmail.com

Résumé : Depuis son indépendance, le Mali a fait de l'éducation un levier central de son développement, avec l'ambition de former des ressources humaines capables de stimuler l'économie et de réduire la pauvreté. Cette étude s'intéresse au rôle concret de l'école dans la lutte contre la pauvreté au Mali. À partir d'enquêtes qualitatives et quantitatives menées auprès de 132 personnes, complétées par une analyse documentaire, l'étude fait ressortir un paradoxe saisissant. D'un côté, près de la moitié des enquêtés (46 %) voient dans l'emploi public la voie privilégiée pour échapper à la précarité. De l'autre, le chômage frappe en priorité les diplômés du secondaire et du supérieur, tandis que les personnes non scolarisées, souvent actives dans l'informel, y échappent plus facilement. S'y ajoutent de nettes inégalités entre hommes et femmes dans l'accès des diplômés à un emploi stable. L'éducation apparaît comme un passage obligé mais insuffisant à elle seule : elle ne produit ses effets que si les filières de formation s'alignent sur les réalités du marché du travail, si l'entrepreneuriat est réellement accompagné, et si les politiques d'emploi jouent pleinement leur rôle. Sur cette base, l'étude propose plusieurs pistes : repenser l'orientation scolaire selon les besoins réels du marché de l'emploi, mieux accompagner les diplômés entrepreneurs, et s'attaquer aux inégalités de genre dans l'accès à l'emploi qualifié — afin que l'école redevienne une passerelle vers une vie meilleure plutôt qu'un facteur d'exposition au chômage. L'étude invite à élargir la réflexion à d'autres contextes maliens (urbains et ruraux) et à explorer comment le secteur informel pourrait valoriser les compétences scolaires plutôt que s'y substituer, ouvrant la voie à de futures recherches sur l'articulation entre politiques éducatives, réformes des filières et stratégies nationales de l'emploi.

Mots-clés : éducation – pauvreté – insertion professionnelle – genre – Mali.

Abstract: Since gaining independence, Mali has made education a key driver of its development, with the aim of training a workforce capable of boosting the economy and reducing poverty. This study examines the practical role of schools in the fight against poverty in Mali. Based on qualitative and quantitative surveys of 132 people, supplemented by a literature review, the study highlights a striking paradox. On the one hand, nearly half of those surveyed (46 per cent) see public-sector employment as the preferred route to escaping precarious circumstances. On the other hand, unemployment primarily affects secondary and higher education graduates, whilst those with no formal education – who are often employed in

the informal sector – are better able to avoid it. Added to this are marked inequalities between men and women in graduates' access to stable employment. Education appears to be a necessary step but is insufficient on its own: it only yields results if training programmes are aligned with the realities of the labour market, if entrepreneurship is genuinely supported, and if employment policies fulfil their role to the full. On this basis, the study proposes several avenues for action: rethinking educational guidance in line with the labour market's actual needs, providing better support for graduate entrepreneurs, and tackling gender inequalities in access to skilled employment — so that school once again becomes a gateway to a better life rather than a factor increasing the risk of unemployment. The study calls for the discussion to be broadened to include other contexts in Mali (both urban and rural) and for an exploration of how the informal sector could build on formal educational skills rather than replace them, paving the way for future research into the links between education policies, sectoral reforms and national employment strategies.

Keywords: education – poverty – labour market integration – gender – Mali.

Introduction

Au Mali, l'école s'est aujourd'hui affranchie des héritages coloniaux. Depuis une dizaine d'années, elle est devenue un véritable carrefour stratégique pour l'employabilité des élèves. L'établissement scolaire n'est plus seulement un lieu de passage, il représente un ascenseur social, dont l'influence s'enracine dans les programmes d'enseignement. Comme le souligne Moncton (2001), « l'éducation apporte aussi une importante contribution sociale avec le mouvement de renouveau pédagogique né [...] à la fin du XIX^e siècle, mouvement qui a voulu humaniser l'école et, à travers celle-ci, contribuer à bâtir la paix ». C'est par l'éducation que se construit ce développement de la société.

Au Mali, le système éducatif s'appuie sur les réalités sociales du pays et les mobilise pour favoriser l'émancipation. L'amélioration des conditions de vie est directement liée aux objectifs d'apprentissage. Ainsi, l'école privilégie une formation qui permet de comprendre les mécanismes du développement. Pourtant, ces objectifs n'offrent pas toujours aux apprenants des stratégies concrètes pour renforcer leurs connaissances. Ainsi les conditions sociales peinent à évoluer. On observe que la persistance du sous-développement tient en partie au fait que les compétences acquises ne sont pas exploitées dans la résolution des problèmes concrets liés à l'enseignement. La pauvreté, indicateur clé de ces conditions de vie sociales et culturelles, pèse sur toute une communauté. Cette dernière se retrouve à évoquer sans cesse les difficultés que les apprenants rencontrent pour accéder à une véritable liberté de pensée et d'action.

C'est dans ce contexte que l'éducation doit, selon Felouzis (2021), « imposer la création de normes nationales concernant d'une part le niveau d'apprentissage à atteindre pour les élèves, et d'autre part, la qualité du personnel enseignant chargé de les instruire ». L'école reste un espace d'échange et de démocratisation des idées. Une gestion adaptée des élèves à la bonne marche des activités d'apprentissage. En somme, l'école ne se contente pas de produire de la générosité : elle crée surtout des moyens pour que l'apprenant puisse mettre en pratique ce qu'il a construit. Elle soutient l'idée que la société est une entité morale qui cherche à se développer pour instaurer la paix. Cette paix passe d'abord par la maîtrise des passions, puis par la satisfaction des besoins fondamentaux.

Intégrer la population dans la promotion de ces besoins, c'est reconnaître des valeurs sociales fortes comme l'entraide, la solidarité et le partage de l'information. Au Mali, l'État providence incarne cette autorité protectrice au sein des politiques publiques. Il s'efforce d'adopter une renaissance morale et citoyenne à travers ses engagements politiques. Dans cette optique,

l'éducation vise à améliorer les conditions de vie, comme le voulait la dimension politique du développement. Réduire la politique sans un enseignement moral et citoyen reviendrait, dans une large mesure, à reproduire les difficultés scolaires actuelles. Comme le rappelle N'Guessan (2000), « c'est ce que l'école a pour mission de préparer les jeunes aux exigences de qualification de la société moderne et de la civilisation technique. Si l'école faillit à cette mission, il faudrait s'attendre à des risques professionnels pour les individus et à des crises économiques globales pour les États ».

L'école est bien plus qu'un simple lieu d'apprentissage : elle incarne les aspirations collectives d'une société. En son sein se construisent et se perpétuent les dynamiques sociales qui unissent une communauté. En retour, ces mêmes instances sociales se doivent de soutenir les politiques de l'État. Mais avec l'évolution rapide du monde, les missions régaliennes de l'école se complexifient et se durcissent. Ce que l'individu retire de la vie en société, à travers ses aléas, le pousse parfois à se rebeller contre elle. Les crises qui jalonnent le progrès social trouvent souvent leur racine dans la pauvreté.

L'école joue un rôle bien plus grand qu'on ne le croit : c'est là que se dessine l'avenir d'un pays. Elle est, au sens propre, le cœur battant de la société. Cependant, une question se pose : les choix et contenus inscrits dans les programmes scolaires sont-ils réellement des stratégies capables de réduire les fractures sociales et la pauvreté ? Imposer une politique de développement sans associer les acteurs sociaux revient à une forme de domination. Une meilleure adaptation des programmes scolaires pourrait bénéficier concrètement à la société, en répondant aux besoins réels de la cité. C'est pourquoi l'école a besoin de la caution morale de la société, mais elle se heurte à des contraintes opérationnelles dues à l'insuffisance des politiques de développement. Faute d'un soutien adéquat, l'orientation même priver l'école de ses leviers de développement.

La pauvreté apparaît alors comme un obstacle absurde qui freine les enjeux et le mouvement de la société. Il devient évident que les aménagements mis en place ne font qu'esquisser, de manière à peine perceptible, les grandes difficultés économiques. La pauvreté complique l'équilibre social et révèle une triste réalité : sans moyens de soutien, l'éducation quitte le terrain de l'enjeu pour n'être plus qu'une question de survie. Or, l'école a le pouvoir de révolutionner les questions de développement. Elle doit donc obtenir les moyens nécessaires pour assurer une attribution équitable des valeurs sociales. En ce sens, ce n'est qu'en dotant l'école de ressources adaptées que les stratégies fonctionnelles pourront véritablement rimer avec le progrès de la société.

« La société de demain se construit dès aujourd'hui dans nos écoles. Le choix entre un modèle inclusif ou ségrégationniste aura un impact direct sur le type de société que nous souhaitons bâtir » (N'Kabi, p. 103). Pour forger une telle société, il faut mettre en place des dispositifs d'apprentissage concrets, des maquettes pédagogiques qui préparent les citoyens de demain. Le développement d'une société ne peut pas faire l'impasse sur les modalités et les objectifs d'apprentissage que l'enseignant cherche à atteindre. Au Mali, cette ambition se traduit par la volonté de former un citoyen bâtisseur et patriote.

Pour y parvenir, l'école mobilise des dispositifs pédagogiques, notamment à travers les contenus enseignés. Ces savoirs, en créant un lien de cohésion sociale, visent à assurer un développement harmonieux de la société. C'est cette compétence qui permet de lutter contre la pauvreté. Pourtant, cette capacité se heurte souvent, de manière indifférente, aux politiques internationales. Il semble qu'au lieu de tenir compte des réalités d'une société malienne modeste, l'économie tende à réprimer les activités sociales que l'école aurait du mal à résorber. Face à ce constat, des chercheurs soulignent que les défis mondiaux montrent que l'éducation échappe souvent aux souffrances des sociétés. La pauvreté révèle que l'école apprend mal à décrypter la politique mondiale. Or, comme le rappelle Durkheim (2003, p. 11), l'éducation

n'est que le résultat d'un développement graduel dont les origines remontent, pour ainsi dire, aux origines mêmes de l'histoire.

L'éducation n'est pas figée, pas plus que les formes de gouvernance économique. Les réformes d'une éducation moderne ne touchent guère le fond de l'analyse d'une nation qui prend sagement ses rênes de développement sous influence extérieure. Car il est fort probable, comme le souligne Zerbo (2018, p. 31), « qu'il n'y aura aucune possibilité d'éradiquer la paupérisation sans recours à l'option et à la pratique du développement endogène ». Endogénéiser le développement du Mali, c'est préserver les bases d'une école qui contribue à l'épanouissement des êtres humains. Les formations proposées doivent alors répondre aux besoins structurels d'une société en pleine maturité.

Dans cette optique, les réformes éducatives au Mali sont les trajectoires par lesquelles la société cherche à s'épanouir. Cette analyse montre sans détour que l'éducation est l'élément stratégique pour réduire la pauvreté dans le pays. Elle rejoint ainsi l'idée que « la crise économique n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. Il s'agit d'une crise de civilisation pour tous les continents ; pour l'Afrique, c'est aussi un problème de survie » (Zerbo, p. 31). Les conditions humaines sont souvent reprochées à la gestion des actions de développement. Faute d'une attitude optimale de management économique, le comportement humain devient le reflet de ce que le développement tente de former comme évolution. Ainsi, la paupérisation de la société malienne est liée à « l'équilibre de la société, qui repose sur l'équilibre des individus au cœur de cette société, et l'équilibre de ceux-ci repose sur l'éducation » (Kacou ou Kacou Vincent Davy, 2021, p. 38).

Le système éducatif malien est aujourd'hui sous l'influence d'acteurs extérieurs, ce qui a profondément changé la manière dont l'éducation est pensée et dispensée. Ce recours à l'histoire du pays n'est pas anodin : il reflète une adaptation aux attentes du développement, mais de manière souvent implicite. Comme le souligne Traoré (1999, p.82), « les aspects de l'existence humaine, tels que l'éducation, la santé, l'environnement, considérés comme improductifs, sont laissés aux autres agences du système des nations unies et aux organisations caritatives ». En d'autres termes, ce sont ces organisations – l'UNICEF, l'UNESCO, ou des ONG comme Save the Children – qui guident aujourd'hui la génération actuelle, fixant les priorités et les méthodes. Dans ce contexte, la pauvreté au Mali n'est pas qu'une simple réalité économique : elle est le reflet d'une oppression plus ancienne, liée à des réactions fondamentales de la société. Mais cette pauvreté se manifeste aussi de manière plus concrète, à travers des évaluations standardisées et individualistes imposées par l'école, via des disciplines d'apprentissage rigides. Ainsi, l'avenir de la société malienne, que l'éducation devrait façonner, dépend entièrement de la gestion économique du pays. Et pourtant, les élèves et les enseignants doivent surmonter des obstacles presque insurmontables. Comme le rappelle encore Traoré (Op.cit., p.95), « ils travaillent la plupart du temps avec acharnement, mais si les résultats ne sont pas toujours probants, c'est parce qu'ils doivent vaincre des obstacles presque insurmontables : des méthodes pédagogiques surannées et traumatisantes ; des salles de classe surpeuplées et surchauffées, de longues distances à parcourir, la sous-alimentation, le manque de soins de santé et de médicaments, les mauvais traitements de certains tuteurs, le manque d'espace et de lumière à la maison ». Prenez par exemple un enfant qui marche deux heures chaque matin pour rejoindre une classe de quatre-vingts élèves, sans eau ni électricité, avec un seul enseignant qui applique des méthodes héritées de la colonisation – difficile d'imaginer qu'il puisse apprendre dans de bonnes conditions.

Dans cette perspective, l'évolution de la société malienne se joue directement dans les théories et les pratiques d'enseignement. L'école devient alors un indicateur clé des grands problèmes d'organisation d'une société. Notre idée centrale est simple : le développement naît de l'instruction donnée à l'école. Un élève bien formé aura plus de chances de trouver un emploi, de sortir de la pauvreté et de contribuer au bien-être collectif. C'est pourquoi nous analysons

l'éducation comme le noyau dur de toute reconstruction d'une société affaiblie par la misère. Nous examinons les approches concrètes – programmes de formation professionnelle, campagnes d'alphabétisation, bourses scolaires – qui cherchent à mobiliser l'éducation et la formation pour lutter contre la pauvreté au Mali. Cela nous amène à une question fondamentale : l'école malienne, avec ses moyens et ses ambitions, peut-elle réellement éradiquer la pauvreté, ou ne fait-elle que perpétuer le cycle des inégalités ?

1- Méthodologie

Cette étude s'inscrit dans une double approche, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives pour capter à la fois les grandes tendances et la singularité des vécus. L'intérêt du travail réside dans sa concentration sur les expériences des enseignants, des directeurs d'école et des membres d'associations de parents d'élèves (APE) – et cela pour comprendre comment la place de l'apprenant est pensée, discutée et parfois contestée dans les dynamiques de développement de la société. Comme le souligne Guimond-Plourde (2013, p. 182), adopter une posture de recherche qui part de l'expérience vécue par la personne pour en révéler le sens personnel oblige à clarifier sa position épistémologique, notamment quant à ce qu'on entend par « réalité », et par ricochet, par « vérité ». Cette réflexion épistémologique résonne fortement avec notre propre démarche : nous ne cherchons pas à imposer un cadre prédéfini, mais plutôt à donner la parole aux acteurs de terrain, à écouter comment ils vivent et interprètent leur rôle dans ce processus collectif.

Tableau n°1: Démographie des enquêtés

Sexe	Catégories			
	Directeurs	Enseignants	Membres APE	Total
Homme	31	31	30	92
Femme	10	10	20	40
Total	41	41	50	132

Source : enquête personnelle 2025.

Pour cette étude, nous avons recueilli des données auprès de 132 participants lors de la dernière semaine de janvier 2025. Deux outils principaux ont été mobilisés : un questionnaire écrit et des entretiens individuels semi-directifs. Une fois les questionnaires analysés, nous avons mené des entretiens approfondis en nous appuyant sur un guide détaillé. Cette approche s'inscrit dans une démarche interprétative et compréhensive, visant à saisir avec précision l'expérience des enquêtés concernant les ressources nécessaires pour améliorer la lutte contre la pauvreté.

La recherche s'est concentrée sur la population de la commune I du district de Bamako. En 1987, cette commune comptait environ 126 228 habitants, mais sa croissance démographique a été rapide. Avec un taux d'accroissement estimé à 43 %, sa population est passée à quelque 230 786 habitants en 2002, puis à 240 707 en 2003, 251 053 en 2004, 261 844 en 2005, 273 098 en 2006, et enfin à 284 838 en 2007. À l'échelle nationale, le Mali est passé de 14 528 662 habitants en 2009 à 22 395 489 en 2022, selon le dernier recensement général (RGPH5, 2023, p. 24). Cette population se répartit en 11 256 554 hommes et 11 138 995 femmes. Quant à la Commune I, elle comptait environ 422 000 habitants en 2022.

Ces chiffres illustrent bien l'ampleur des défis auxquels la zone est confrontée, et c'est dans ce contexte que nous avons cherché à comprendre quelles ressources, humaines, financières, techniques ou organisationnelles, pourraient réellement faire la différence dans les politiques anti-pauvretés locales.

2- Résultats

Pour de nombreux participants, la pauvreté est une conséquence directe des politiques liées à l'employabilité en vigueur. Les diplômés du secteur public, formés par l'État, rencontrent de sérieuses difficultés pour s'insérer sur le marché du travail. Face à ce constat, il devient essentiel de repenser les approches. Elles précisent la formation professionnelle, en proposant des programmes concrets et adaptés, permettrait de développer capacité d'auto-emploi des apprenants. Plutôt que de se limiter à des cours théoriques, on pourrait intégrer des stages en entreprise, des modules de création d'activité ou des ateliers pratiques sur la gestion de projet. Ainsi, les apprenants acquerraient des compétences directement valorisables et sortiraient du cycle de la précarité qui les enferme.

Tableau n°2 : Opinions sur les stratégies visant à réduire le chômage

Le tableau n°2 donne un aperçu de la façon dont les directeurs, les enseignants et les membres des associations de parents d'élèves envisagent les stratégies les plus susceptibles de faire reculer le chômage.

Variables	Catégories				
	Directeurs	Enseignants	Membres APE	Total	Pourcentage (%)
Poursuite de l'activité familiale	10	7	20	37	28
Formation professionnelle	5	9	8	22	17
Travailleur indépendant	5	5	2	12	9
Travail gouvernemental	21	20	20	61	46
Total	41	41	50	132	100

Source : enquête personnelle, 2025.

À la lecture de ces résultats, une tendance lourde se dégage. Le secteur public demeure, de loin, la principale voie d'insertion professionnelle mentionnée par l'ensemble des répondants. Avec 46 % des réponses, le travail gouvernemental s'impose comme la stratégie dominante, et ce de manière relativement uniforme dans les trois catégories d'acteurs : 21 directeurs, 20 enseignants et 20 membres d'APE y font référence. Une telle convergence en dit long sur la représentation sociale encore très attachée à l'emploi public, perçu comme stable au détriment d'une culture entrepreneuriale ou de l'auto-emploi.

Vient ensuite la poursuite de l'activité familiale, qui recueille 28 % des réponses et se hisse à la deuxième place. Là, en revanche, les écarts sont nets selon les profils : 20 membres des APE la mentionnent beaucoup plus souvent que les directeurs (10) ou les enseignants (7). Cette différence n'a rien d'étonnant. Les parents sont généralement davantage confrontés aux réalités socio-économiques du ménage et de la communauté, tandis que les acteurs scolaires raisonnent davantage en termes de qualification formelle et de diplômes.

Quant à la formation professionnelle et au travail indépendant, ils arrivent loin derrière, avec seulement 17 % et 9 % des citations. C'est un constat qui interpelle, car ces deux options sont pourtant présentées dans la littérature comme des leviers clés pour diversifier l'économie et réduire le chômage structurel des jeunes. Leur faible présence dans les opinions recueillies pourrait traduire une valorisation sociale insuffisante de la filière technique et de l'entrepreneuriat, ou peut-être l'absence de dispositifs d'accompagnement jugés suffisamment fiables et efficaces par les intéressés.

Par ailleurs, le rapport de synthèse sur l'éducation (2024, p.29) indique que 31,5 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans et 31,5 % de ceux de 15 à 34 ans sont sans emploi, sans études et sans formation. Il apparaît que la jeunesse est la tranche la plus touchée par la pauvreté, ce qui

s'explique notamment par le décrochage scolaire et le manque de capital culturel des parents. Si le développement d'une société dépend de l'éducation de ses enfants, alors il est urgent de repenser le rôle de l'État dans la promotion de l'éducation pour tous. Les écoles publiques doivent continuer à offrir une réelle chance de réussite, mais cette réussite dépend aussi de l'inclusion sociale. Dans un système décentralisé, l'école implique davantage les services déconcentrés de l'État dans les décisions. Évidemment, la coopération entre la société et l'État influence fortement le développement de l'école, et cette dynamique favorise un partenariat pour le développement durable des compétences.

Ainsi, en s'appuyant sur leurs compétences économiques et techniques, ces jeunes peuvent apporter une contribution concrète et innovante au développement du pays. Face à cette situation, il convient, comme le souligne Caricillo (2017, p.1), de concentrer les moyens sur les quartiers où le taux de non-emploi est le plus élevé, en particulier chez les jeunes, et d'orienter davantage l'aide vers la mobilité, afin de leur donner les moyens de saisir des opportunités professionnelles. Un développement optimal se construit par des actions collectives de l'État, et une éducation forte et cohérente doit répondre aux besoins dynamiques des apprenants. Si la modernisation ne met pas l'accent sur la formation et l'accompagnement de la nouvelle génération, le sous-développement du Mali risque de s'aggraver en raison d'un déficit d'inclusion. Comme le note Anne (2023, p.21), « une société plus éduquée a souvent un système plus inclusif sur le plan financier ».

Au Mali, on estimait à plus de 173 777 le nombre de chômeurs en 2024, soit 2,4 % de la main-d'œuvre active, pour une population de 11 851 516 personnes en âge de travailler. Le chômage touche davantage les femmes (3,2 %) que les hommes (1,2 %), selon les indicateurs du marché du travail (2024, p.5). L'éducation ne se résume pas à une simple couverture sociale : elle oriente les filières de formation de l'État vers les besoins réels de la société. Qu'elle soit classique ou professionnelle, la formation aborde les mêmes enjeux en matière d'employabilité. Cette planification conditionne en partie les politiques d'insertion professionnelle.

Par ailleurs, si le développement social dépend de la formation des jeunes, l'école peine encore à les ancrer dans le secteur professionnel public. La formation certifie bien les compétences acquises, mais si les valeurs qu'elle transmet ne facilitent pas l'intégration, le dysfonctionnement social finit par s'installer. Dans ce contexte, l'inégalité sociale devient un conditionnement presque préétabli, que le système de promotion de l'emploi ne fait que refléter. On observe d'ailleurs un mécanisme triangulaire – social, clanique et professionnel – qui vient contrarier cette égalité des chances.

Tableau n°3 : Taux de chômage par niveau d'éducation et par sexe au Mali

Sexes	Catégories					
	Primaire	Collège	Secondaire (lycée)	Supérieur	Total	%
Homme	12	20	45	15	92	70
Femme	5	10	15	10	40	30
Total	17	30	60	25	132	100

Source : enquête personnelle, 2025.

Ce tableau dresse un constat sans appel. Le chômage ne frappe pas également selon le niveau d'instruction. Sur les 132 personnes recensées, les diplômés du secondaire (lycée) constituent le groupe le plus touché, avec 60 individus, soit 45,5 % de l'ensemble. C'est nettement plus que les niveaux collège (30 cas, 22,7 %), supérieur (25 cas, 18,9 %) et primaire (17 cas, 12,9 %).

La lecture par sexe apporte un autre éclairage. Les hommes sont largement surreprésentés parmi les chômeurs. Ils représentent 70 % des effectifs (92 personnes), contre 30 % pour les femmes (40 personnes). Chez les hommes, le niveau secondaire domine très fortement : 45 chômeurs sur 92, soit près d'un sur deux (48,9 %). Cela révèle une difficulté réelle d'insertion à ce stade de formation. Chez les femmes, la répartition est plus équilibrée, avec un poids plus marqué du supérieur. En effet, 10 chômeuses sur 40, soit 25 %, contre 16,3 % chez les hommes. Autrement dit, les femmes diplômées de l'enseignement supérieur rencontrent proportionnellement plus de obstacles à l'entrée sur le marché du travail que leurs homologues masculins. Cet écart laisse penser, sans le démontrer directement, à des mécanismes de discrimination de genre dans les recrutements qualifiés.

Enfin, l'absence totale de chômeurs sans instruction (0 sur 132) mérite d'être soulignée. Elle s'explique par le fait que les personnes non scolarisées s'insèrent généralement dans le secteur informel ou dans l'auto-emploi — agriculture, petit commerce, artisanat — et échappent ainsi à la définition statistique du chômage retenue par les enquêtes classiques. Autrement dit, elles travaillent, mais souvent hors des cadres officiels de l'emploi.

L'instruction est censée élargir l'horizon des apprenants, les rendre opérationnels et utiles au développement de leur communauté. Comme le souligne David Ward (2007, p. 9) : « Si les impacts sur l'enseignement supérieur des politiques et des revenus liés au marché ne sont pas uniformes, la mondialisation a toutefois exposé la plupart des établissements à de nouvelles pressions. » Les orientations de la mondialisation semblent souvent déconnectées des réalités du développement social. Les moyens alloués par l'État à l'éducation peinent à couvrir les politiques de formation. Or, cette uniformisation touche un public de plus en plus large et pourrait renforcer le rôle de l'école comme moteur de développement sociétal. En acceptant cette politique mondiale, le Mali aurait dû miser sur l'éducation comme levier de développement de nouvelles compétences, afin de mieux appréhender les enjeux contemporains qui concernent d'abord sa population, puis l'ensemble de la société malienne.

Il n'est donc pas surprenant que « le taux de chômage évolue en fonction des compétences. Il était plus faible chez les personnes sans aucun niveau d'instruction et celles ayant suivi des études primaires, avec respectivement 1,08 % et 2,0 % » (Indicateurs sur le marché du travail, *ibid.*, p. 5). Cette proportionnalité entre secteurs formel et informel détermine les futures politiques éducatives au Mali. On peut penser que l'instruction pourrait contribuer à réduire la pauvreté. Mais en réalité, l'insertion professionnelle n'absorbe pas les diplômés. Pourtant, la société attend de la formation qu'elle produise des citoyens capables d'apporter des solutions et des stratégies créatives. Or, au Mali, la valeur de l'école repose encore sur l'employabilité qu'elle offre. Si elle ne garantit plus cet accès, elle devient alors un vecteur de pauvreté pour le citoyen malien.

L'essor du secteur informel traduit en réalité les mutations profondes de notre société. Cette dynamique repose en partie sur les aides que l'État alloue aux petites et moyennes entreprises pour les soutenir. Pourtant, dans un modèle de développement solidaire, ces actions structurantes devraient servir de levier pour atteindre des objectifs collectifs. Dans cette logique, l'école devient le pilier central pour poser les fondations de la cohésion sociale. Comme le souligne Solinas (2025, p.12), face à « la pauvreté, la marginalisation et le manque de perspectives pour les jeunes, (...) ». Mais son rôle reste ambigu quand il s'agit de canaliser les aspirations communes. En pratique, la religion agit comme un rempart contre les pressions politiques de l'État. De ce point de vue, les principes de bonne gouvernance puisent leurs racines dans les hiérarchies sociales. Cette culture éthique n'est pourtant pas étrangère à la régulation des conditions de vie des citoyens. Ainsi, en s'alliant à cette culture, l'éducation peut créer un terreau favorable à la socialisation et à la réussite des apprenants.

L'éducation a pour mission de transmettre ce bagage culturel à chaque individu. Au Mali, 70 % des chômeurs estiment que leur pauvreté est modérée ou élevée, tandis que la majorité des sans-emploi travaillent dans l'agriculture ou le commerce — contre seulement 54 % des non-pauvres (Coulibaly, 2024, p.4). L'éducation, par son action quotidienne, peut améliorer ces compétences de développement. Les activités génératrices de revenus puisent dans des schémas cognitifs que l'école s'efforce de façonner. L'expérience acquise par l'individu dans ce type d'activité découle méthodiquement de l'enseignement reçu. Repensée ainsi, l'éducation intègre la psychologie du travail pour donner une base clinique à ces activités. Pourtant, le chômage augmente avec le niveau d'éducation : il passe de 6 % chez les non-instruites à 15 % chez les diplômés du post-secondaire. Il frappe surtout les régions de Tombouctou, Gao et Kidal (14 %) et Bamako (12 %) (Coulibaly, idem, 2024, p.4). La pauvreté n'est donc pas une question de poste ou de statut. Au Mali, elle se manifeste de manière visible dans les secteurs d'activité que les réformes de l'État tentent d'organiser. Mais dans ce cadre actuel, la solidarité devient un travail à dimension psychologique. C'est ce que rappelle l'article 2, alinéa 3, du décret n°2012-082/ P-RM du 8 février 2012 : « L'élaboration et la mise en œuvre des programmes communaux de protection sociale, d'économie solidaire et de promotion des populations notamment en matière de mutuelles, de sociétés coopératives, d'aide sociale, de secours, de mobilisation sociale, de réadaptation à base communautaire (RBC) et de lutte contre la mendicité » (Mali, 2020, p.211). En réalité, la manière dont ces structures socioéconomiques sont représentées confie la responsabilité à une conscience collective façonnée par l'éducation, et non à des décisions ou procédures venant des collectivités locales. Comme le souligne d'ailleurs Nathalie (2012, p. 20) : « Les enseignants ont un rôle à jouer dans l'éducation des jeunes qu'ils ont en charge, tout comme les parents ont leur mot à dire dans le suivi du travail de leur enfant ».

3- Discussion

Dans cette partie, nous expliquons par différents sous-titres, que l'éducation peut renforcer les stratégies d'insertion professionnelle pour réduire la pauvreté. En effet, parmi ces ressources, les expériences éducatives semblent des affirmations que nous développons ci-dessous.

3.1 Planification d'une politique de formation et lutte contre la pauvreté au Mali

Les politiques éducatives ne sont pas en reste, notamment grâce à l'implication des enseignants et à la mise en place des nouvelles séries au lycée. Ces innovations tiennent compte des instructions officielles, qui prennent en charge les contraintes de travail et les devoirs. Au Mali, la mise en œuvre d'un plan de lutte contre la pauvreté engage la responsabilité de l'éducation morale et culturelle. Ces mesures d'appropriation du système de planification éducative mettent l'accent sur les directives des autorités locales. Ce qui se construit au niveau national se reflète dans les contenus pédagogiques. Ces atouts mettent en lumière « les connaissances et le savoir-faire des populations locales, et renforcent ainsi leur pouvoir et leur droit de regard sur les orientations en matière de réduction de la pauvreté » (Dessalien, 2001, p.25). L'élaboration d'un programme de réduction de la pauvreté représente une politique qui cherche à faire le point à travers l'éducation et le développement des moyens. Les contenus de cours doivent faire rapport de l'expression du citoyen. Pour A.D, directeur d'établissement dit : « *l'Etat doit revoir sa politique de formation en y accordant des stages professionnels aux diplômés. Les enfants font tous leur temps à étudier et enfin ils seront obligés de faire un autre métier pour survivre. Vraiment, c'est là où le problème de chômage se cultive* ». Ces besoins construisent des éléments qui définissent les nécessités d'organisation et d'orientation de l'individu dans sa vie sociale. Ce passage suggère que « Désormais, l'enseignement supérieur sert de vecteur de croissance et un moyen de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement » (N'Doly, 2018, p.28). Dans ce contexte, l'enseignement revendique un changement de système capable de refonder les structures politiques, sociales et économiques. Dans un pays en développement,

l'instruction consolide les attitudes de base du citoyen que l'école développe par les programmes. Au Mali, le défi de ressources humaines qualifiées se révèle. Nous constatons que

Trouver les personnes qui ont les compétences techniques et qui sont disponibles n'est pas facile. Celles qui sont disponibles n'ont pas toujours les compétences requises et celles qui sont compétentes ne sont pas toujours disponibles. Il est généralement nécessaire de renforcer leurs compétences par des sessions de formation spécifiques en planification stratégique avant de pouvoir démarrer la formation sur les méthodologies d'opérationnalisation (Dessallien, Op.cit. p. 162).

3.2 L'école, lieu d'ascension sociale et réduction de la pauvreté au Mali

La pauvreté n'est pas une institution mal organisée. De plus, elle évoque l'absence de certaines compétences institutionnelles bien établies. Au Mali, l'école apparaît comme un lieu où se construisent de curieux paradoxes sociaux. Pourtant, quand les objectifs sont partagés, l'inclusion des apprenants ne se limite pas à un simple processus. Elle porte une véritable idée de communion. À ce titre, l'école malienne n'est pas un cercle qui marginalise. Elle incarne au contraire des méthodes d'évolution et une convivialité entre ethnies. Cette réalité construite est une vitrine de l'égalité et de la cohésion sociale. Reste que l'échec scolaire reste lié à des conditions sociales que l'école devrait pourtant s'efforcer de dépasser. Comme le dit Normand (2022, p.44) : « L'éducation étant considérée avant tout comme un moyen d'ascension sociale, apprendre pour devenir fonctionnaire est depuis toujours un credo familial. » Lorsque l'éducation relève d'abord de la famille, cette mission se trouve au Mali allégée par l'essor des politiques éducatives qui accompagnent les enfants. Ainsi, reconstruire la société par l'école devient une activité potentielle qui mobilise tous les acteurs scolaires.

De ce fait, le rôle et place de l'école résident avant tout dans l'avantage de socialisation de l'apprenant : celui d'accession à des postes énumératifs. Pour I.S.T, enseignant-chercheur dans une université publique du Mali, affirme : « *le système de formation mérite encore des moyens surtout matériels et didactiques pour permettre aux étudiants de lier au moins leur compétence théorique à la pratique. Je dis que le LMD n'a pas encore eu son approche pratique dans notre université* ».

Il faut bien comprendre que ce comportement peut anéantir les acquis de l'éducation informelle. L'école travaille de concert avec la société pour former le citoyen, et c'est justement une carence d'autorité qui creuse les inégalités sociales. Comme le soulignent Renata Lok Dessallien et ses collègues (2001), cette gestion met en lumière « la conscience qu'ont les individus de la pauvreté, l'expérience qu'ils en font, le processus d'appauvrissement, les différentes catégories de pauvres et leurs caractéristiques, les filets de protection sociale, ainsi que les pistes d'action spécifiques à envisager pour réduire la pauvreté dans chaque catégorie » (idem, p. 28). Dans le cas du Mali, la société reste réticente dès que l'école peine à assumer pleinement son rôle structurant. L'évolution sociale n'encourage pas ce déclassement des repères socioculturels. Stratifier les individus, c'est en quelque sorte officialiser une catégorisation. Or, un tel redimensionnement de notre société pourrait mener à une impasse. Dans une communauté où la solidarité se fait rare, l'égalité des chances se réduit à un simple principe structuraliste. Cette dérive persiste tant que l'éducation reste déconnectée des parcours professionnels des Maliens.

3.3 Education et évolution professionnelle des diplômés au Mali

Au Mali, l'éducation doit jouer un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté. Orienter la formation vers des compétences professionnelles permet de poser les bases d'une culture de l'intégration. Mais force est de constater que la dégradation de la situation économique accentue la précarité dans le pays. Pourtant, il existe des pistes d'étude qui semblent utiles pour améliorer la société. L'école est généralement perçue, face aux grands défis structurels, comme un levier pour faire avancer la démocratie sociale. Il est vrai que l'éducation – surtout en matière d'emploi des

jeunes – doit rester une priorité absolue pour soutenir les plus vulnérables. Comme le souligne Normand (idem, p.44) : « L'éducation du peuple sert à établir une société harmonieuse, à aider les gens ordinaires à comprendre certaines relations humaines, comme l'affection familiale, la justice, la distinction des rôles selon le genre, le respect des aînés et la loyauté en amitié. » Ce renforcement des liens d'entraide et de solidarité se construit à travers les valeurs professionnelles du citoyen. Cette vision de l'évolution n'est pas figée ; elle repose sur un partage du pouvoir au sein de la communauté. Instaurer la paix dans cette société n'est pas un souhait subjectif, mais une condition essentielle pour que chacun puisse tirer parti de ce nouvel élan. A écouter I. S, parent d'élève, ancien fonctionnaire à la retraite ; « *le Mali doit miser sur la promotion de l'enseignement professionnel. Le secteur de la formation professionnelle recrute plus de jeune œuvrant que la fonction publique. Nous sommes pauvres parce que ce secteur est déclassé* ».

Au Mali, la situation économique montre clairement que la solution la plus courante pour faire face aux difficultés du quotidien repose sur une logique de précarité rythmique. Comme le souligne Duru-Bellat (2020, p.103), « la montée des situations précaires (CDD, stages, intérim...) traduit certes l'impact de la conjoncture économique à laquelle l'emploi des jeunes est particulièrement sensible ; mais elle révèle aussi l'évolution des pratiques d'embauche, qui privilégient ces formes d'emploi et en font quasiment une nouvelle norme de recrutement ». Cette tendance ne laisse guère de doutes en coulisses. Face à cela, les politiques d'insertion professionnelle restent étrangement neutres. Pourtant, les compétences professionnelles sont les graines sur lesquelles une nation peut bâtir son développement. Ce recul du développement devient alors un véritable corridor d'inégalités sociales, bien au-delà des lignes directrices tracées par l'éducation.

3.4 L'enseignement moderne et principe d'égalité sociale des citoyens au Mali

Pour qu'une société progresse vraiment, il faut avant tout répondre aux vrais besoins de l'éducation. Maîtriser les contenus d'enseignement, c'est la clé pour que les citoyens acquièrent des compétences professionnelles solides. Si la réussite individuelle repose sur ces compétences, alors l'enseignement doit coller au terrain, aux expériences concrètes des secteurs d'activité. Autrement dit, cet enjeu économique fort est aussi un combat contre des réalités communautaires bien ancrées. Les inégalités sociales freinent le développement économique, mais aussi provoquent d'autres problèmes comme le décrochage scolaire ou la violence à l'école.

Pourtant, comme le souligne Hurst (1983, p. 467), on commence sérieusement à se demander si tous les pays en développement doivent suivre le même chemin ou des voies parallèles, avec l'industrialisation comme seul horizon. Et l'enseignement moderne, est-il une condition pour y arriver, ou bien une conséquence de ce processus ? La stratégie et la coopération façonnent les valeurs historiques et sociologiques de chaque communauté. Prenons le Mali : son intégration dans les instances internationales qui luttent contre la pauvreté donne lieu à une compétition qui rapporte peu. Les réalités socioculturelles maliennes ne collent pas avec la vision politique de l'État. Du coup, le Mali se retrouve à chercher un partenariat avec un pays émergent, de préférence. Et la situation sécuritaire, en plus, complique encore cette capacité technique de médiation.

Ensuite, comme le note Renata Lok Dessallien (Op.cit., p. 207), on ajoute aujourd'hui des indicateurs de pauvreté humaine aux indicateurs monétaires, sans vraiment analyser les liens de cause à effet. Malgré les mécanismes de résolution mis en place, normaliser les relations humaines ne suffira pas à régler la question des compétences issues de l'expérience. Sans ce progrès-là, difficile d'obtenir des résultats concrets. Au final, l'instabilité des dimensions humaines peut jouer un rôle constructif dans la reconstruction des valeurs sociales.

3.5 Valeurs sociales et déconstruction de la pauvreté par l'éducation au Mali

L'Architecture politique de la pauvreté est particulièrement complexe. Au Mali, le problème majeur de cette déconstruction coïncide avec le développement des formes sociales. Il figure des conditions très difficiles, qu'à l'évidence une stratégie globale serait strictement impérative pour relancer les moyens économiques. Pour Philippe Coulangeon

ces politiques ont abouti à une modification substantielle de la structure des diplômes et des niveaux d'éducation, qui la plupart du temps s'est cependant accompagnée d'un déplacement davantage que d'une réduction des inégalités scolaires, au sens où les chances d'accès aux positions les plus élevées dans la hiérarchie des diplômes demeurent fortement dépendantes des origines sociales (Coulangeon, 2021, p.12).

L'éducation se trouve en tête d'inclure le développement des valeurs sociales. Les spécificités et les critères sociaux sont des éléments qui ont trait à l'innovation disciplinaires. En effet, une composante essentielle de cette amélioration didactique présente des performances singulières. *A comprendre A. S, cette directrice d'ONG, « les bailleurs ne peuvent pas tout résoudre en termes de développement des communautés. Je pense que l'école n'est pas le seul créneau. Il faut valoriser l'alphabétisation des femmes en vue de les apprendre à des activités génératrices. La pauvreté se réduit suffisamment par l'implication des femmes et l'autonomisation de celles-là ».* Cependant, ce renforcement permet de constituer un spectre plus large dans la réduction économique du développement du Mali. Pour ce faire,

Ces politiques en limitant fortement les investissements au moment où la pression pour la scolarisation s'accroît au sein de la population ont contribué à une forte augmentation des effectifs (classes sursurchargées) à une inadéquation des moyens pédagogiques, à un manque de motivation des enseignants souvent mal payés et sous qualifiés (Adjiwanou, 2005, p.4).

La défaillance des politiques pour déconstruire cette faille procure un avantage comparatif statistiquement moins de chance pour répondre aux défis de performance. Ce qui montre que l'amélioration du cadre macroéconomique doit être capable de construire un rempart contre l'inadéquation des moyens à tenir les charges scolaires de l'apprenant. Cependant, coordonner les efforts économiques aux politiques de développement de la société, est une réussite qui n'isole pas le pari d'éradication des influences socio-culturelles. C'est ainsi, pour exigence socio-politique de l'école, Marie Duru-Bellat affirme que “

Tous les problèmes sociaux sont solubles dans l'éducation (discriminations en tout genre, pauvreté, chômage...), il n'est pas sûr que la réalité soit conforme à ce schéma enchanté. Le modèle abstrait de l'économie de la connaissance est pour le moins fragile car il repose largement sur un raisonnement circulaire : en effet, [...] observé dans tous les pays riches, est à la fois la conséquence et la cause de cette nouvelle économie à laquelle on veut croire (Duru-Bellat, Op.cit. idem, p.85).

Conclusion

La présente étude s'est intéressée à une question simple en apparence : quel rôle l'éducation peut-elle jouer dans la lutte contre la pauvreté au Mali ? Pour y répondre, nous avons recueilli le point de vue de 132 directeurs d'établissement, enseignants et membres d'associations de parents d'élèves de la commune I de Bamako. Les résultats apportent une réponse plus nuancée qu'un simple constat : la formation scolaire et universitaire ne suffit pas, à elle seule, à éliminer la pauvreté, mais elle demeure une condition nécessaire. Son efficacité dépend surtout de la façon dont elle s'articule avec les politiques d'emploi et la structure économique du pays.

Les données font d'abord apparaître un paradoxe. D'un côté, 46 % des personnes interrogées considèrent l'emploi public comme la voie la plus sûre pour sortir de la pauvreté, bien loin devant la formation professionnelle (17 %) et le travail indépendant (9 %). De l'autre, ce sont

justement les diplômés du secondaire et du supérieur qui concentrent le chômage, alors que les personnes sans instruction, actives dans le secteur informel, échappent presque totalement à cette statistique. Autrement dit, l'école malienne, dans sa forme actuelle, prépare davantage les jeunes à occuper un poste dans la fonction publique qu'à créer leur propre activité. L'attachement collectif à ce modèle unique freine aussi l'émergence d'une culture de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi, que les travaux de recherche présentent pourtant comme un levier clé pour réduire le chômage structurel des jeunes.

L'analyse selon le sexe révèle par ailleurs des mécanismes de discrimination bien réels dans l'insertion professionnelle. Les hommes titulaires d'un diplôme du secondaire sont ceux qui éprouvent le plus de difficultés à trouver un emploi, tandis que les femmes diplômées de l'enseignement supérieur sont pénalisées de façon disproportionnée par rapport à leurs homologues masculins. Ces écarts montrent que l'éducation produit des effets différents selon le niveau de formation, le sexe et le secteur d'activité. Une politique de lutte contre la pauvreté qui miserait uniquement sur la scolarisation risquerait donc de reproduire, ou même d'amplifier, certaines inégalités sociales plutôt que de les réduire.

Au final, l'éducation joue un rôle réel, mais limité, dans la lutte contre la pauvreté au Mali. Elle permet de transmettre des compétences, de soutenir la mobilité sociale et de renforcer la cohésion communautaire. Mais son action est freinée par le décalage persistant entre les filières de formation et les besoins du marché du travail, par la faiblesse des dispositifs d'accompagnement vers l'auto-emploi et l'entrepreneuriat, ainsi que par les disparités de genre dans l'accès à l'emploi. Pour être véritablement efficace, la lutte contre la pauvreté par l'éducation suppose une action combinée : réorienter une partie de l'offre de formation vers des compétences professionnelles et techniques, développer les stages et les programmes d'appui à la création d'entreprise, et mener une politique explicite pour réduire les inégalités de genre dans l'accès aux emplois qualifiés.

Il faut néanmoins souligner les limites de cette recherche. L'échantillon se concentre sur la commune I de Bamako et repose sur les perceptions des directeurs, des enseignants et des membres d'associations de parents d'élèves. Il ne permet donc pas de généraliser les résultats à l'ensemble du territoire malien, pas plus qu'il ne rend compte de la parole des apprenants eux-mêmes ou des employeurs. Des travaux futurs pourraient utilement élargir l'enquête à d'autres communes et régions du pays, intégrer le témoignage des jeunes en recherche d'emploi et suivre sur plusieurs années l'effet des filières professionnelles sur la réduction effective de la pauvreté. Ces pistes permettraient de mieux cerner le rôle de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté au Mali et d'éclairer les politiques publiques qui cherchent à s'appuyer sur elle.

Références

Anne Abdoulaye, Y.E. (2023). La Technologie des registres distribués (TDR) : usages et perspectives dans le secteur de l'éducation. L'éducation numérique en Afrique. Usages et perspectives, n°14, revue mediations. Teluq.ca./.

Adjiwanou, V. (2005, p.4). Impact de la pauvreté sur la scolarisation et le travail des enfants de 6 à 14 ans au Togo. Centre d'Etudes et de Recherches sur le développement International (CERDI) et Unité de Recherche Démographique (URD) Université de Lomé (UL), Juillet

Caricillo Stéphane, E.H. (2017, p.1). Prévenir la pauvreté par l'emploi, l'éducation et la mobilité: les notes du conseil d'analyse économique. N°40, avril.

Coulageon, P. (2021, p.21). Culture de masse et Société de Classes: le goût de l'altérité. Presses Universitaires de France.

- Durkheim, E. (2003, p.11). L'éducation morale. Cours de Sociologie dispensé à la Sorbonne en 1902-1903. Chicoutimi, Québec: Revue Corrigée, Jean-Marie Tremblay
- Dessallien Renata Lok, A.S.(2001, p.25). Stratégie de réduction de la pauvreté. Expérience du Mali: Programme des Nations Unies pour le développement. Université Laval.
- Felouzis Géorges, M.S. (2021, p.101). L'école et la justice sociale. Une étude de cas autour de No Child Left Behind, vol.11, n°1. L'éducation en débats analyse comparée.
- Guimond-P Renée, R. (2013). "Une randonnée" phénoménologique-herméneutique au Coeur de l'expérience vécue du stress-coping chez des jeunes en Santé. Recherches qualitatives – vol.32 (1). pp. 181-202. La reconnaissance de la recherche qualitative dans les champs scientifiques.
- Hurst, P. (1983, p.467). UNESCO: les questions clés en matière de financement extérieur de l'éducation. Perspectives, Vol. XIII, n°4. Revue Trimestrielle de l'éducation.
- N'Guessan Alain Houphouët, D. A.B. (2000, p.193). Comment sortir ensemble de la pauvreté ou la bonne nouvelle aux pauvres. Temps nouveaux.
- Duru-Bellat, Dubet. F. (2020, p.103). L'école peut-elle sauver la démocratie? Seuil
- Institut National de la statistique. Cinquième Recensement Général de la population et de l'habitat (RGPH5). Rapport préliminaire, Résultats globaux du RGPH 5. Novembre 2023
- Kacou oi Kacou Davy Vincent. (2021, p.38). La parrhésia et la question de l'éducabilité de l'homme aujourd'hui. 0003. Bamako. Revue Scientifique RS-UCAO.
- Mali, M.D. (2020, p.211). Textes de base de la décentralisation et décrets de transfert des compétences. Edition officielle, juin.
- Moncton, U.D. (2001, p.7). Vers une pédagogie actualisante: Mission de la Faculté des Sciences de l'Éducation et Formation initiale à l'enseignement. Université de Moncton, septembre.
- N'Doly, A.C. (2018, p.28). Les controverses de la réforme Licence-Master-Doctorat (LMD). Dans le système d'enseignement supérieur ivoirien. Une étude de cas à partir de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. Revue Universitaire des Sciences de l'Éducation, n°11.
- N'Kabi, S, B. (2010, p.103). Politique publique en matière d'éducation inclusive en RDC: Regard sur le centre pour enfance. Bon départ.
- Normand, M.L.(2022, p.44). Les conventions des chefs d'établissement scolaires en Chine: L'adaptation des normes nationales et locales, entre tradition et modernité. Regard croisé entre le travail prescrit et le travail réel des directions d'établissement d'enseignement oeuvrant dans différents pays. Revue enseignement recherché en administration de l'éducation. Vol.4, n°1.
- Solinas, M.(2025, p.12, Juillet). Le Mozambique dans la gangue des djihadistes. Des infrastructures pétrogazières paralysées par l'insécurité.
- Traoré, A. D. (1999, p.82). L'étau: l'Afrique dans un monde sans frontières. Actes du Sud.
- Ward David. (2007, p.09). Valeurs Universitaires, gestion des établissements et politiques publiques. Politiques et gestion de l'enseignement supérieur. Volume 19, n°2-OCDE.
- Zerbo, J.K. (2018, p.31). Repères de l'Afrique. Panafrika/Silex Afrique. Nouvelle du sud.